

Vu les arrêtés royaux du 16 août 1989 et du 12 décembre 1989 portant modification du conseil d'administration de l'Office belge du Commerce extérieur;

Sur la proposition de Notre Ministre du Commerce extérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** M. J. Piette, secrétaire général de la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique, est nommé membre du Conseil d'Administration de l'Office belge du Commerce extérieur sur proposition du Ministre du Commerce extérieur en remplacement de M. M. Installe, démissionnaire.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Notre Ministre du Commerce extérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 18 août 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Commerce extérieur,  
Ph. MAYSTADT

Gelet op de koninklijke besluiten van 16 augustus 1989 en van 12 december 1989 houdende wijziging van de raad van bestuur van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Handel en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De heer J. Piette, secretaris-generaal van het Algemeen Christelijk Vakverbond wordt, op de voordracht van de Minister van Buitenlandse Handel, benoemd tot lid van de Raad Bestuur van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel, ter vervanging van de heer M. Installe, ontslagnemend.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Minister van Buitenlandse Handel is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 18 augustus 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Handel,  
Ph. MAYSTADT

#### MINISTÈRE DES FINANCES

19 OCTOBRE 1995. — Arrêté royal fixant les statuts de la Société de la Bourse de Valeurs mobilières de Bruxelles

[C - 3637]

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, notamment l'article 7;

Vu la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placement, notamment les articles 7, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, et 9, alinéa 3;

Vu l'avis de la Commission de la Bourse;

Vu l'avis de la Commission bancaire et financière;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la loi du 6 avril 1995 susmentionnée entre en vigueur au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1996;

Qu'il est dès lors nécessaire de fixer sans délai les statuts de la Société de la Bourse de Valeurs mobilières de Bruxelles afin de rendre possible la désignation des membres des organes de cette société qui doivent prendre des mesures d'exécution de ladite loi, lesquelles, pour la plupart, doivent entrer en vigueur en même temps que la loi précitée;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

TITRE I<sup>er</sup>. — Dénomination, siège, objet, durée

**Article 1<sup>er</sup>.** La société est dénommée « Société de la Bourse de Valeurs mobilières de Bruxelles », en abrégé « Bourse de Bruxelles » ou « S.B.V.M.B. ».

La société a été créée en vertu de l'article 7 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, sous la forme d'une société coopérative de droit public à responsabilité limitée.

#### MINISTERIE VAN FINANCIËN

19 OKTOBER 1995. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de statuten van de Effectenbeursvennootschap van Brussel

[C - 3637]

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, inzonderheid artikel 7;

Gelet op de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, inzonderheid op de artikelen 7, § 2, lid 1, en 9, lid 3;

Gelet op het advies van de Beurscommissie;

Gelet op het advies van de Commissie voor het Bank- en Financie-  
wezen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat de bovenvermelde wet van 6 april 1995 in werking treedt op ten laatste 1 januari 1996;

Dat het derhalve noodzakelijk is zonder verwijl de statuten van de Effectenbeursvennootschap van Brussel te bepalen teneinde de aanwijzing mogelijk te maken van de leden van de organen van deze vennootschap die de uitvoeringsbepalingen dienen te treffen van de genoemde wet dewelke, voor een groot deel, tegelijkertijd in werking moeten treden als voornoemde wet;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en van Buitenlandse Handel,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

TITEL I. — Benaming, zetel, doel, duur

**Artikel 1.** De vennootschap wordt « Effectenbeursvennootschap van Brussel » genoemd, afgekort « Beurs van Brussel » of « E.B.V.B. ».

De vennootschap werd opgericht krachtens artikel 7 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, in de rechtsvorm van een publiekrechtelijke coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid.

La société est régie par la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, dénommée ci-après "la loi du 6 avril 1995" et ses arrêtés d'exécution, ainsi que par la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, dans la mesure où il n'est pas dérogé à celles-ci par la loi du 6 avril 1995 ou par les présents statuts.

Ses engagements sont réputés commerciaux.

**Art. 2.** Son siège social est établi au Palais de la Bourse, place de la Bourse, à 1000 Bruxelles, et peut être transféré dans la Région de Bruxelles-Capitale sur décision du conseil d'administration.

**Art. 3.** La Bourse de Bruxelles a pour objet l'accomplissement de tous les actes utiles ou nécessaires à la réalisation des missions et des fonctions qui sont attribuées par la loi du 6 avril 1995 et par ses arrêtés d'exécution, à la Société de la Bourse de Valeurs mobilières de Bruxelles, au conseil d'administration et au comité de direction.

Elle peut également mettre ou prendre en location tous biens mobiliers et immobiliers et réaliser ou acquérir tous biens de même nature.

**Art. 4.** La Bourse de Bruxelles est constituée pour une durée illimitée.

#### TITRE II. — Capital social, parts sociales, responsabilité des associés

**Art. 5.** La part fixe du capital social est de trois cents millions de francs.

Le capital social ainsi que le nombre de parts en représentation de celui-ci, sont illimités.

**Art. 6.** Les parts sociales ont chacune une valeur nominale de sept cent cinquante mille francs (750 000 BEF).

Elles sont indivisibles et ne peuvent être données en gage.

Chaque part sociale doit être entièrement libérée au moment de sa souscription.

**Art. 7.** Les parts sociales sont nominatives. Il est tenu un registre des parts sociales selon les règles prescrites par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

**Art. 8.** Les parts sociales ne peuvent être transmises qu'à d'autres associés ou à des tiers qui répondent aux conditions légales et statutaires pour être associés et moyennant l'accord préalable du conseil d'administration.

Le conseil d'administration est tenu, en cas de refus, de motiver sa décision.

**Art. 9.** La responsabilité des associés est limitée au montant de leur apport. Il n'existe entre eux ni solidarité ni indivisibilité.

#### TITRE III. — Les associés : adhésion, démission et exclusion

**Art. 10. § 1er.** Il existe deux classes d'associés :

- les associés-membres des marchés administrés par la Société de la Bourse de Valeurs mobilières de Bruxelles (ci-après les "associés-membres");

- les associés-non membres des marchés administrés par la Société de la Bourse de Valeurs mobilières de Bruxelles (ci-après les "associés-non-membres").

§ 2. Pour acquérir la qualité d'associé-membre, il faut remplir les conditions suivantes :

1° soit être une entreprise d'investissement, ayant reçu l'agrément pour prester les services d'investissement visés au Livre II, article 46, 1°, 1a, 1b et/ou 2 de la loi du 6 avril 1995, de la Commission bancaire et financière ou de l'autorité compétente d'un Etat membre de la Communauté européenne; soit être une succursale d'une entreprise d'investissement relevant du droit d'un Etat qui n'est pas membre de la Communauté européenne et qui a reçu un agrément en vertu d'un arrêté royal pris en exécution de l'article 111 de la loi du 6 avril 1995;

soit être un établissement de crédit relevant du droit d'un Etat Membre de la Communauté européenne; soit être une succursale d'un établissement de crédit relevant du droit d'un Etat qui n'est pas membre de la Communauté européenne et ayant reçu un agrément en vertu des articles 79 et suivants de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit;

De vennootschap wordt beheerst door de wet van 6 april 1995 op de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, hierna genoemd "de wet van 6 april 1995", haar uitvoeringsbesluiten, alsook door de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, voor zover daarvan door de wet van 6 april 1995 en door deze statuten niet wordt afgeweken.

Haar verplichtingen zijn handelsverplichtingen.

**Art. 2.** Haar maatschappelijke zetel is gevestigd in het Beursplein, te 1000 Brussel, en kan verplaatst worden binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op beslissing van de raad van bestuur.

**Art. 3.** De Beurs van Brussel heeft tot doel het stellen van alle daden die nuttig of noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van de opdrachten en functies die de wet van 6 april 1995 en haar uitvoeringsbesluiten toebedelen aan de Effectenbeursvennootschap van Brussel, aan de raad van bestuur en aan het directiecomité.

Zij kan eveneens alle roerende en onroerende goederen huren of verhuren en gelijkaardige goederen verwerven of te gelde maken.

**Art. 4.** De Beurs van Brussel is opgericht voor onbepaalde duur.

#### TITEL II. — Maatschappelijk kapitaal, aandelen, aansprakelijkheid van de vennoten

**Art. 5.** Het vast gedeelte van het maatschappelijk kapitaal wordt vastgesteld op driehonderd miljoen frank.

Het maatschappelijk kapitaal alsook het aantal aandelen dat het kapitaal vertegenwoordigt, zijn onbeperkt.

**Art. 6.** De aandelen hebben elk een nominale waarde van zeventienhonderdvijftigduizend frank (750 000 BEF).

Zij zijn ondeelbaar en mogen niet in pand gegeven worden.

Elk aandeel moet op het ogenblik van de inschrijving volgestort zijn.

**Art. 7.** De aandelen zijn op naam. Er wordt een register van de aandelen bijgehouden overeenkomstig de regels voorgeschreven door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

**Art. 8.** De aandelen kunnen slechts worden overgedragen aan andere vennoten of aan derden die beantwoorden aan de wettelijke en statutaire vereisten om vennoot te zijn, en mits de voorafgaandelijke toestemming van de raad van bestuur.

Indien de raad van bestuur weigert toe te stemmen, dient hij zijn beslissing te motiveren.

**Art. 9.** De aansprakelijkheid van de vennoten is beperkt tot het bedrag van hun inbreng zonder hoofdelijkheid of ondeelbaarheid.

#### TITEL III. — De vennoten : toetreding, uitreding en uitsluiting

**Art. 10. § 1.** Er bestaan twee soorten van vennoten :

- de vennoten-leden van de markten die bestuurd worden door de Effectenbeursvennootschap van Brussel (hierna "vennoten-leden");

- de vennoten niet-leden van de markten die bestuurd worden door de Effectenbeursvennootschap van Brussel (hierna "vennoten niet-leden").

§ 2. Om de hoedanigheid van vennoot-lid te kunnen verkrijgen, moet aan volgende voorwaarden zijn voldaan :

1° ofwel een beleggingsonderneming zijn, die van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen of van de bevoegde autoriteit van een Lid-staat van de Europese Gemeenschap een vergunning heeft verkregen om de in Boek II, artikel 46, 1°, 1a, 1b, en/of 2 van de wet van 6 april 1995 bedoelde beleggingsdiensten te verrichten; ofwel een bijkantoor zijn van een beleggingsonderneming die ressorteert onder het recht van een Staat die geen lid is van de Europese Gemeenschap en die een vergunning heeft verkregen overeenkomstig het koninklijk besluit genomen in uitvoering van artikel 111 van de wet van 6 april 1995;

ofwel een kredietinstelling zijn die ressorteert onder het recht van een Lid-staat van de Europese Gemeenschap; ofwel een bijkantoor van een kredietinstelling zijn die ressorteert onder het recht van een Staat die geen lid is van de Europese Gemeenschap en die een vergunning heeft verkregen overeenkomstig de artikelen 79 en volgende van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen;

2° être constituée ou être une succursale relevant d'une entreprise d'investissement ou d'un établissement de crédit, constitué sous la forme d'une société dotée de la personnalité juridique;

3° être membre d'un des marchés administrés par la Société de la Bourse de Valeurs mobilières de Bruxelles;

4° souscrire le nombre de parts mentionné à l'article 11 à la valeur comptable, déduction faite des réserves indisponibles et de la réserve légale;

5° s'engager à respecter les statuts, le règlement de la Bourse, le règlement de marché de la Société de la Bourse de Valeurs mobilières de Bruxelles et les décisions prises en exécution de ceux-ci par le conseil d'administration et le comité de direction.

§ 3. Des institutions boursières et financières autres que celles visées à l'article 10, § 2, 1°, ou dont les titres sont inscrits à la cote d'une bourse de valeurs mobilières, peuvent acquérir la qualité d'associé-non membre, moyennant la souscription d'une part minimum et le respect des statuts de la Bourse de valeurs mobilières.

§ 4. La candidature est introduite au moyen d'un formulaire, établi conformément aux modalités déterminées par le conseil d'administration et signé par le candidat.

Le conseil d'administration informe le candidat de sa décision par lettre recommandée dans le mois de la réception de sa candidature. La décision d'admission est communiquée au comité de direction ainsi qu'à tous les associés.

En l'absence de décision dans ce délai, celle-ci est considérée comme refusée.

Art. 11. § 1<sup>er</sup>. Chaque associé-membre doit détenir un nombre de parts sociales fixé en fonction de l'importance de son capital souscrit et libéré au 31 décembre de l'année précédente et ce, de la manière suivante :

Capital social souscrit et libéré	Nombre de parts sociales à souscrire
Ingeschreven en volgestort maatschappelijk kapitaal	Aantal aandelen waarop dient te worden ingeschreven
moins de (minder dan) 50 000 000	1
50 000 000 et plus (en meer)	3

Pour l'application du présent article, le capital souscrit s'entend au sens de la loi sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

§ 2. Si la part fixe du capital social n'est pas entièrement souscrite, le solde est à souscrire par les associés-membres en fonction de leur participation aux frais de fonctionnement.

Cette règle n'est applicable qu'aux associés-membres, qui sont associés-membres depuis un an ou plus.

En cas de fusion par absorption entre deux membres, les parts sociales souscrites par la société absorbée deviennent la propriété de la société absorbante, jusqu'à la détermination par le conseil d'administration du nombre de parts visées au § 4.

§ 3. Le conseil d'administration fixe chaque année la valeur des parts.

§ 4. Le conseil d'administration détermine chaque année le nombre minimum de parts qui doit être détenu par chaque associé-membre, en fonction de sa participation aux frais de fonctionnement et dans le respect des limites du § 1<sup>er</sup>.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le conseil d'administration ne tient compte que des variations annuelles d'un pourcent au moins des participations aux frais de fonctionnement.

§ 5. Tout remboursement ou souscription complémentaire doit avoir lieu à une date fixée par le conseil d'administration.

Art. 12. La Bourse de Bruxelles peut émettre un emprunt subordonné dont le montant pourra être modifié chaque année en fonction de ses besoins. Ce montant ne peut dépasser le montant de la part fixe du capital social, sauf dérogation décidée par l'assemblée générale. Chaque associé-membre est tenu de souscrire à cet emprunt subordonné pour un montant fixé par le conseil d'administration en fonction de sa participation aux frais de fonctionnement.

2° opgericht zijn of een bijkantoor zijn van een beleggingsonderneming of een kredietinstelling, opgericht in de vorm van een vennootschap met rechtspersoonlijkheid;

3° lid zijn van één van de markten die bestuurd worden door de Effectenbeursvennootschap van Brussel;

4° inschrijven op het in artikel 11 bepaald aantal aandelen tegen boekhoudkundige waarde waarvan zijn uitgezonderd de wettelijke en onbeschikbare reserves;

5° zich verbinden de statuten, het beursreglement, het marktreglement van de Effectenbeursvennootschap van Brussel en de beslissingen in uitvoering hiervan genomen door de raad van bestuur en het directiecomité, na te leven.

§ 3. Andere beurs- en financiële instellingen dan deze beoogd in artikel 10, § 2, 1°, of waarvan de effecten opgenomen zijn in de notering van een effectenbeurs, kunnen de hoedanigheid van vennoot niet-lid verwerven door inschrijving op minimum één aandeel en mits naleving van de statuten van de Effectenbeurs.

§ 4. Het verzoek tot toetreding gebeurt door middel van een formulier dat opgesteld is overeenkomstig de modaliteiten bepaald door de raad van bestuur en dat door de kandidaat-vennoot wordt ondertekend.

De raad van bestuur brengt de kandidaat op de hoogte van zijn beslissing via een aangetekend schrijven binnen de maand van ontvangst van het verzoek. De beslissing van toetreding wordt bekendgemaakt aan het directiecomité en aan alle vennoten.

Bij gebrek aan een beslissing binnen deze termijn wordt deze geacht te zijn geweigerd.

Art. 11. § 1. Elke vennoot-lid moet een aantal aandelen bezitten dat is vastgesteld in verhouding tot de omvang van zijn ingeschreven en volgestort maatschappelijk kapitaal op 31 december van het voorgaande jaar, en dit op volgende wijze :

Voor de toepassing van dit artikel wordt het ingeschreven maatschappelijk kapitaal begrepen in de zin van de wet op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen.

§ 2. Indien het vast gedeelte van het maatschappelijk kapitaal niet volledig wordt onderschreven, dient het saldo te worden onderschreven door de vennoten-leden overeenkomstig hun bijdrage in de werkingskosten.

Deze bepaling is enkel van toepassing op vennoten-leden, die vennoot-lid zijn sinds minstens één jaar.

In geval van fusie door opslorping tussen twee leden worden de door de opgeslorpte vennootschap ingetekende aandelen eigendom van de opslorpende vennootschap totdat de raad van bestuur het aantal aandelen beoogd in § 4, bepaalt.

§ 3. De raad van bestuur bepaalt jaarlijks de waarde van de aandelen.

§ 4. De raad van bestuur bepaalt elk jaar het minimum aantal aandelen dat elke vennoot-lid moet bezitten, overeenkomstig zijn bijdrage in de werkingskosten en de beperkingen van § 1.

Voor de toepassing van het 1<sup>e</sup> lid houdt de raad van bestuur slechts rekening met de jaarlijkse schommelingen van ten minste één procent van de bijdragen in de werkingskosten.

§ 5. Elke terugbetaling of bijkomende inschrijving moet plaatsvinden op een datum bepaald door de raad van bestuur.

Art. 12. De Beurs van Brussel mag een achtergestelde lening uitgeven waarvan het bedrag elk jaar in verhouding tot haar behoeften kan gewijzigd worden. Dit bedrag mag het vast gedeelte van het maatschappelijk kapitaal niet overschrijden, behoudens afwijking beslist door de algemene vergadering. Elke vennoot-lid dient in te schrijven op deze achtergestelde lening voor een bedrag dat wordt bepaald door de raad van bestuur overeenkomstig zijn bijdrage in de werkingskosten.

La souscription peut également être faite au nom et pour le compte d'un associé-membre, soit par un autre associé-membre, soit par un ou plusieurs des actionnaires de celui-ci. L'associé-membre concerné reste responsable de la souscription.

Le conseil d'administration fixe :

- le montant de l'emprunt;
- la durée de l'emprunt;
- le montant à souscrire par chacun des associés-membres;
- le taux qui doit être conforme aux conditions de marché;
- le cas échéant, d'autres critères de souscription, complémentaires ou alternatifs à celui visé à l'alinéa 1er.

Il porte ces caractéristiques et modalités à la connaissance des associés-membres au moins quinze jours avant la date d'émission de l'emprunt.

La demande de versement est notifiée à chaque associé-membre par lettre recommandée à la poste ou par lettre avec accusé de réception.

En cas de fusion ou de cessation d'activités, le conseil d'administration peut décider du remboursement anticipé, total ou partiel, du montant de l'emprunt.

**Art. 13.** Chaque associé peut, à tout moment, présenter sa démission à la Bourse de Bruxelles.

L'associé démissionnaire doit aviser le conseil d'administration de son intention par lettre recommandée ou par lettre avec accusé de réception adressée au siège de la Bourse de Bruxelles.

Le conseil d'administration avise le comité de direction de la Bourse de Bruxelles de la proposition de démission de l'associé-membre; le comité de direction peut s'opposer à cette démission lorsque l'associé-membre est en défaut d'exécuter ses obligations.

Le conseil d'administration prend sa décision à la majorité simple des voix au plus tard dans le mois de cette demande de démission, date à laquelle elle prend effet.

En l'absence de décision dans ce délai, la demande de démission est considérée comme étant acceptée.

**Art. 14. § 1er.** L'associé-membre, dont l'admission aux marchés administrés par la Bourse de Bruxelles est révoquée par le comité de direction, perd de plein droit la qualité d'associé.

§ 2. Le conseil d'administration peut exclure un associé :

- 1° lorsque l'associé ne se conforme pas à ses obligations statutaires ou aux décisions prises en vertu des présents statuts;
- 2° lorsque l'associé-non membre ne satisfait plus aux conditions fixées par le conseil d'administration lors de son admission;
- 3° lorsque l'associé pose des actes qui sont contraires aux missions de la Bourse de Bruxelles ou met en cause son honorabilité.

Le conseil d'administration décide de l'exclusion des associés par décision motivée après en avoir avisé le comité de direction. Celui-ci peut s'opposer à cette exclusion lorsque l'associé-membre est en défaut d'exécuter ses obligations.

L'associé dont l'exclusion est demandée doit être invité à faire connaître ses observations par écrit au conseil d'administration, dans le mois de l'envoi d'un pli recommandé contenant la proposition motivée d'exclusion. S'il le demande dans l'écrit contenant ses observations, l'associé doit être entendu.

**Art. 15.** L'associé qui cesse de faire partie de la Bourse de Bruxelles ne peut en provoquer la dissolution.

Il a droit au remboursement des parts sociales à la valeur comptable de l'année sociale au cours de laquelle la démission ou l'exclusion a eu lieu, déduction faite des réserves indisponibles et de la réserve légale.

Le remboursement des parts sociales doit intervenir au plus tard au mois de septembre suivant l'approbation des comptes annuels de l'exercice au cours duquel il a perdu sa qualité d'associé.

Le remboursement est suspendu s'il a pour effet de ramener le capital social au-dessous du montant prévu à l'article 5.

Cette suspension prend fin aussitôt qu'il est possible de procéder au remboursement sans entamer la part fixe du capital social minimum.

Er mag eveneens ingeschreven worden op naam en voor rekening van een vennoot-lid hetzij door een andere vennoot-lid, hetzij door een of meer van zijn aandeelhouders. De betrokken vennoot-lid blijft aansprakelijk voor deze inschrijving.

De raad van bestuur bepaalt :

- het bedrag van de lening;
- de duur van de lening;
- het bedrag waarop door elke vennoot-lid moet worden ingeschreven;
- de intrestvoet in overeenstemming met de marktvoorwaarden;
- in voorkomend geval, andere bijkomende of alternatieve criteria van inschrijving door deze bepaald in het eerste lid.

Hij brengt deze kenmerken en deze modaliteiten ter kennis van de vennoten-leden ten minste vijftien dagen vóór de uitgiftedatum van de lening.

Het verzoek tot storting wordt aan elke vennoot-lid meegedeeld door middel van een ter post aangetekende brief of van een brief met ontvangstbewijs.

Bij fusie of stopzetting van de activiteiten kan de raad van bestuur beslissen tot een vervroegde, gehele of gedeeltelijke, terugbetaling van de lening.

**Art. 13.** Iedere vennoot kan op elk ogenblik zijn ontslag aanbieden aan de Beurs van Brussel.

De ontslagnemende vennoot moet de raad van bestuur van zijn voornemen op de hoogte brengen door middel van een ter post aangetekende brief of door een brief met ontvangstbewijs die naar het adres van de zetel van de Beurs van Brussel wordt gestuurd.

De raad van bestuur brengt het directiecomité op de hoogte van het voorstel tot ontslag van de vennoot-lid; het directiecomité kan zich verzetten tegen dit ontslag wanneer de vennoot-lid in gebreke is om zijn verplichtingen uit te voeren.

De raad van bestuur beslist bij eenvoudige meerderheid uiterlijk binnen de maand van de aanvraag tot ontslag, datum waarna het ontslag ingaat.

Bij gebrek aan eert beslissing binnen deze termijn wordt de aanvraag tot uitreding geacht te zijn aanvaard.

**Art. 14. § 1.** De vennoot-lid, waarvan de toelating tot de markten bestuurd door de Beurs van Brussel, wordt herroepen door het directiecomité, verliest van rechtswege zijn hoedanigheid van vennoot.

§ 2. De raad van bestuur kan een vennoot uitsluiten :

- 1° wanneer de vennoot tekort komt aan zijn statutaire verplichtingen of aan de beslissingen genomen in uitvoering van huidige statuten;
- 2° wanneer de vennoot niet-lid niet meer voldoet aan de voorwaarden bepaald door de raad van bestuur bij zijn toetreding;
- 3° wanneer de vennoot daden stelt die strijdig zijn met de opdrachten van of die indruisen tegen de eerbaarheid van de Beurs van Brussel.

De raad van bestuur beslist over de uitsluiting van de vennoten bij gemotiveerd besluit na het directiecomité hierover vooraf ingelicht te hebben. Deze kan zich verzetten tegen deze uitsluiting wanneer de vennoot-lid zijn verplichtingen niet naleeft.

De vennoot wiens uitsluiting wordt gevraagd, moet worden verzocht zijn opmerkingen schriftelijk te kennen te geven aan de raad van bestuur, binnen een maand nadat een aangetekende brief met het met redenen omklede voorstel tot uitsluiting is verstuurd. Indien hij daarom verzoekt in het geschrift dat zijn opmerkingen bevat, moet de vennoot worden gehoord.

**Art. 15.** De vennoot die niet langer deel uitmaakt van de Beurs van Brussel kan er de ontbinding niet van uitlokken.

Hij heeft recht op de terugbetaling van zijn aandelen tegen de boekhoudkundige waarde van het maatschappelijk jaar waarin het ontslag ingaat, met uitsluiting van de wettelijke en onbeschikbare reserves.

De terugbetaling van de aandelen moet geschieden ten laatste in de maand september volgend op de goedkeuring van de jaarrekeningen van het boekjaar tijdens dewelke de vennoot-lid zijn hoedanigheid van vennoot heeft verloren.

De terugbetaling wordt geschorst indien zij tot gevolg heeft dat het maatschappelijk kapitaal daalt tot onder het in artikel 5 bepaald bedrag.

Deze schorsing houdt op van zodra tot de terugbetaling kan worden overgegaan zonder aan het vast gedeelte van het minimum maatschappelijk kapitaal te raken.

## TITRE IV. — Administration, gestion, surveillance

**Art. 16.** La Bourse de Bruxelles est administrée par un conseil d'administration composé de dix membres élus par l'assemblée générale parmi les administrateurs, gérants et membres de la direction des associés-membres.

En outre, l'assemblée générale peut désigner deux administrateurs qui ont voix délibérative, en dehors des administrateurs, gérants et membres de la direction des associés-membres.

Les membres du conseil d'administration doivent émaner d'entreprises d'investissement ou d'établissements de crédit distincts. La même règle vaut pour les administrateurs qui proviennent de sociétés liées au sens de la loi sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et de ses arrêtés d'exécution.

Trois administrateurs effectifs et un suppléant au moins, doivent émaner de sociétés d'investissement ayant un capital social, souscrit et libéré de moins de cinquante millions de francs (50 000 000 BEF). Si un de ces administrateurs doit être remplacé, il doit l'être par un suppléant émanant d'un membre remplissant la même condition.

A dater de l'assemblée générale ordinaire de 1999, le nombre de trois membres effectifs est remplacé par deux membres effectifs et cela jusqu'au remplacement suivant du conseil d'administration.

Les administrateurs exercent leur mandat pour une période de quatre ans et sont rééligibles. Leur mandat peut être révoqué à tout moment par décision de l'assemblée générale.

Si un mandat d'administrateur est vacant, le suppléant, à l'exception de l'alinéa 4, est désigné par le conseil d'administration parmi les suppléants figurant sur la liste conformément à l'article 17. Il achève le mandat de celui qu'il remplace.

En cas de réduction du nombre de suppléants, le conseil d'administration met à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale l'élection de nouveaux suppléants.

Si un administrateur effectif ou suppléant cesse de faire partie d'un associé-membre, il est réputé démissionnaire.

Si, après la fusion de deux ou plusieurs associés-membres, deux ou plusieurs administrateurs effectifs ou suppléants font partie du même associé-membre, seul garde cette qualité, celui qui est le plus anciennement élu ou, en cas de concomitance d'élection, celui qui a obtenu le plus grand nombre de voix.

Le Président et le Vice-Président du conseil sont nommés par le Roi conformément à l'article 19.

La rémunération des administrateurs est déterminée par l'assemblée générale. Ils ont droit au remboursement des frais exposés dans l'exercice de leurs fonctions. Il en va de même pour le Président et le Vice-Président.

**Art. 17.** Les administrateurs, gérants et membres de la direction des associés-membres qui souhaitent se présenter comme candidat-administrateur doivent aviser la Bourse de Bruxelles par lettre recommandée ou par lettre avec accusé de réception au moins quatorze jours avant l'assemblée générale ordinaire.

Par dérogation à l'article 33, alinéa 3, et notwithstanding l'application de l'article 33, alinéa 4, chaque associé-membre peut par action, voter pour quatre candidats maximum; chaque candidat ne pouvant recevoir qu'une seule voix par bulletin. Les associés-membres ayant un capital social souscrit et libéré de moins de 50 millions de francs ne peuvent voter que pour les administrateurs visés à l'article 16 alinéa 4.

Les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix sont désignés comme administrateurs, sans préjudice de l'article 16, alinéa 3.

En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est élu.

Si deux ou plusieurs personnes émanant d'un même associé-membre arrivent en ordre utile pour être élues, seule celle qui a obtenu le plus grand nombre de voix est élue.

Quatre candidats qui n'ont pas été élus comme membres effectifs, figurent sur la liste des suppléants, en fonction du nombre de voix obtenues et tenant compte des conditions visées à l'article 16, alinéa 3. Ils sont élus pour une durée de quatre ans, sauf s'ils l'ont été conformément à l'article 16, alinéa 6.

## TITEL IV. — Bestuur, beheer, toezicht

**Art. 16.** De Beurs van Brussel wordt bestuurd door een raad van bestuur, die is samengesteld uit tien leden, verkozen door de algemene vergaderingen onder de bestuurders, zaakvoerders en directieleden van de vennoten-leden.

De algemene vergadering kan twee bestuurders aanduiden die aan de stemming kunnen deelnemen, buiten de bestuurders, zaakvoerders en directieleden van de vennoten-leden.

De leden van de raad van bestuur dienen voort te komen van verschillende beleggingsondernemingen of kredietinstellingen. Dezelfde regel geldt voor bestuurders afkomstig uit verbonden ondernemingen in de zin van de wet op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en van haar uitvoeringsbesluiten.

Ten minste drie effectieve en één plaatsvervangend bestuurder moeten voortkomen van beleggingsondernemingen met een maatschappelijk ingeschreven en volgestort kapitaal van minder dan vijftig miljoen frank (50 000 000 BEF). Indien één van deze bestuurders vervangen moet worden, dan zal dit geschieden door een plaatsvervanger die behoort tot een lid dat dezelfde voorwaarde vervult.

Op datum van de gewone algemene vergaderingen van 1999 wordt het aantal van drie effectieve bestuurders teruggebracht op twee effectieve bestuurders en dit tot de volgende vervanging van de raad van bestuur.

De bestuurders oefenen hun mandaat uit voor een termijn van vier jaar. De uittreedende bestuurders zijn herkiesbaar. Hun mandaat kan te allen tijde worden herroepen door een beslissing van de algemene vergadering.

Indien een plaats van bestuurder openvalt, wordt de plaatsvervangende bestuurder, uitgezonderd het vierde lid, aangeduid door de raad van bestuur tussen de plaatsvervangende bestuurders die voorkomen op de lijst overeenkomstig artikel 17. Hij voltooit het opengevallen mandaat.

Indien het aantal plaatsvervangers daalt, wordt door de raad van bestuur de verkiezing van nieuwe plaatsvervangende leden op de agenda van de volgende algemene vergadering geplaatst.

In het geval een bestuurder of een vervangend bestuurder ophoudt deel uit te maken van een vennootschap-lid, wordt hij geacht af te treden.

Indien na de fusie van twee of meer vennoten-leden, twee of meer bestuurders of plaatsvervangende bestuurders deel uitmaken van dezelfde vennoot-lid, zal slechts de langst verkozen bestuurder of in geval van gelijktijdige verkiezing, deze die het grootste aantal stemmen heeft behaald de hoedanigheid van bestuurder behouden.

De Voorzitter en de Ondervoorzitter van de raad worden benoemd door de Koning overeenkomstig artikel 19.

De vergoeding van de bestuurders wordt bepaald door de algemene vergadering. Zij hebben recht op de terugbetaling van de onkosten die zij in de uitoefening van hun functie hebben gedaan. Hetzelfde geldt voor de Voorzitter en de Ondervoorzitter.

**Art. 17.** De bestuurders, zaakvoerders en directieleden van de vennoten-leden die zich kandidaat-bestuurder wensen te stellen, moeten de Beurs van Brussel per aangetekend schrijven of per brief met ontvangstbewijs daarvan op de hoogte stellen ten minste veertien dagen vóór de gewone algemene vergadering.

In afwijking van artikel 33, lid 3 en onverminderd de toepassing van artikel 33, lid 4, kan elke vennoot-lid per aandeel voor maximum vier kandidaten stemmen; elke kandidaat mag slechts één stem per stembiljet ontvangen. De vennoten-leden die beschikken over een maatschappelijk ingeschreven en volgestorte kapitaal van minder dan vijftig miljoen frank mogen slechts stemmen voor de in artikel 16, vierde lid, beoogde bestuurders.

De kandidaten die het hoogste stemmenaantal bekomen hebben, worden als bestuurders aangesteld, onverminderd de bepalingen van artikel 16, lid 3.

Bij staking van stemmen is de oudste in leeftijd van de kandidaten verkozen.

In het geval twee of meer personen van eenzelfde vennoot-lid verkozen worden, zal slechts diegene die het grootste aantal stemmen behaald heeft, verkozen worden.

Vier kandidaten die niet verkozen werden als effectieve bestuurders, komen op de lijst van de plaatsvervangers, in functie van het bekomen stemmenaantal en rekening houdend met de voorwaarden voorzien in artikel 16, lid 3. Ze worden verkozen voor een duur van vier jaar tenzij zij verkozen zijn overeenkomstig artikel 16, lid 6.



**Art. 18.** Les membres du conseil d'administration ne contractent aucune obligation personnelle en raison des engagements de la Bourse de Bruxelles.

Ils sont responsables conformément à l'article 62 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

**Art. 19.** Le Président et le Vice-Président du conseil d'administration sont nommés par le Roi pour un terme renouvelable de quatre ans, sur proposition du conseil d'administration conformément à l'article 14, alinéa 2, de la loi du 6 avril 1995.

En cas de vacance du mandat de Président, comme en cas d'empêchement de celui-ci, le Vice-Président en exerce la fonction.

**Art. 20.** Le conseil d'administration désigne, parmi ses membres, un Secrétaire et un Trésorier dont il précise les fonctions. Avec le Président et le Vice-Président, ils composent le Bureau.

Le Bureau du conseil d'administration prépare les délibérations de celui-ci et surveille l'exécution des décisions.

**Art. 21.** Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son Président. Celui-ci doit le convoquer à la demande de deux administrateurs au moins ou chaque fois que l'intérêt général l'exige.

Les convocations indiquent le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Les réunions sont présidées par le Président ou le Vice-Président. En cas d'empêchement, la réunion est présidée par le membre le plus âgé.

En cas d'empêchement, un administrateur peut, par écrit, autoriser un autre membre du conseil d'administration à le représenter, à délibérer et à voter à sa place. Un administrateur ne peut être porteur que d'une procuration.

Le conseil d'administration peut prendre toute mesure nécessaire afin d'assurer un fonctionnement efficace.

Le conseil d'administration forme un collège. Il ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Le Commissaire du Gouvernement et le Président du comité de direction assistent aux réunions avec voix consultative.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés, sauf si la loi du 6 avril 1995, ses arrêtés d'exécution ou les présents statuts prévoient une autre majorité. Il n'est pas tenu compte des abstentions pour le calcul de ces majorités.

En cas de parité de voix, la voix du Président de séance est prépondérante.

La majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés est requise lorsque les décisions portent sur les matières suivantes :

- les frais de fonctionnement;
- les investissements représentant un montant de 35 % des fonds propres de la Bourse de Bruxelles, ainsi que les emprunts contractés en vue de leur financement;
- l'exclusion d'un associé de la Bourse de Bruxelles;
- les avis sur les modifications des présents statuts.

Il est voté, conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi du 6 avril 1995, sur la proposition de révocation du comité de direction dans son ensemble ou d'un ou plusieurs de ses membres.

Si un administrateur a, directement ou indirectement, un intérêt opposé à celui de la Société, il est fait application de l'article 60 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

**Art. 22.** Sauf délégation spéciale du conseil d'administration, tous les actes de la Société, tous pouvoirs et procurations, autres que ceux relatifs à la gestion journalière et aux pouvoirs attribués par la loi du 6 avril 1995 au comité de direction, sont signés conjointement par le Président et par le Secrétaire. Lorsqu'une de ces personnes est absente ou empêchée, elle est remplacée par un autre administrateur.

**Art. 23.** Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux dressés sur des feuilles numérotées et reliées à la fin de chaque année. Chaque feuille est signée par le Président et le Secrétaire de la réunion. Les procès-verbaux sont conservés au siège de la Bourse de Bruxelles.

**Art. 18.** De leden van de raad van bestuur gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan ten gevolge van de door de Beurs van Brussel aangegane verbintenissen.

Zij zijn verantwoordelijk overeenkomstig artikel 62 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

**Art. 19.** De Voorzitter en de Ondervoorzitter van de raad van bestuur worden op voordracht van de raad van bestuur door de Koning benoemd voor een verlengbare termijn van vier jaar overeenkomstig artikel 14, tweede lid, van de wet van 6 april 1995.

Als de plaats van de Voorzitter openvalt of als hij verhinderd is, neemt de Ondervoorzitter de functie waar.

**Art. 20.** De raad van bestuur duidt onder zijn leden een Secretaris en een Schatbewaarder aan, waarvan hij de functie nader bepaalt. Samen met de Voorzitter en de Ondervoorzitter vormen zij het Bureau.

Het Bureau van de raad van bestuur bereidt zijn beraadslagingen voor en ziet toe op de tenuitvoerlegging van de beslissingen.

**Art. 21.** De raad van bestuur vergadert op uitnodiging van zijn Voorzitter. Deze dient de vergadering samen te roepen op vraag van ten minste twee bestuurders of telkens wanneer het algemeen belang het vereist.

De uitnodigingen vermelden de dag, het uur, de plaats en de agenda van de vergadering.

De vergaderingen worden voorgezeten door de Voorzitter of de Ondervoorzitter. Bij onstentenis wordt de vergadering voorgezeten door het oudste lid.

Een bestuurder die verhinderd is, kan schriftelijk een ander lid van de raad van bestuur machtigen om hem te vertegenwoordigen en in zijn plaats te beraadslagen en te stemmen. Een bestuurder mag slechts drager zijn van één volmacht.

De raad van bestuur kan alle noodzakelijke maatregelen nemen voor een doeltreffende werking.

De raad van bestuur vormt een college. Hij kan slechts beraadslagen indien de meerderheid van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

De Regeringscommissaris en de Voorzitter van het directiecomité wonen de vergaderingen bij met raadgevende stem.

De beslissingen worden genomen bij eenvoudige meerderheid van de op de vergadering aanwezige of vertegenwoordigde leden; tenzij de wet van 6 april 1995, haar uitvoeringsbesluiten of de huidige statuten een andere meerderheid voorschrijven. De onthoudingen worden voor de berekening van deze meerderheden niet meegerekend.

Bij staking van stemmen is de stem van de Voorzitter van de vergadering doorslaggevend.

De meerderheid van twee derde van de aanwezige of vertegenwoordigde leden is vereist wanneer de beslissingen betrekking hebben op volgende materies :

- de werkingskosten;
- investeringen voor een waarde van 35 % van het eigen vermogen van de Beurs van Brussel, alsmede de leningen die met het oog op de financiering van die investeringen worden aangegaan;
- de uitsluiting van een vennoot van de Beurs van Brussel;
- de voorstellen tot wijziging van de huidige statuten.

Over het voorstel tot ontslag van het directiecomité in zijn geheel of één of meer van zijn leden, wordt gestemd overeenkomstig artikel 15 van de wet van 6 april 1995.

Indien een bestuurder, rechtstreeks of onrechtstreeks, een belang heeft dat strijdig is met dat van de vennootschap, is artikel 60 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen van toepassing.

**Art. 22.** Behoudens speciale delegatie door de raad van bestuur worden alle akten van de vennootschap, alle volmachten en procuraties die geen verband houden met het dagelijks bestuur en de in de wet van 6 april 1995 aan het directiecomité toegewezen bevoegdheden, gezamenlijk ondertekend door de Voorzitter en door de Secretaris. Wanneer één van deze personen afwezig of verhinderd is, wordt hij vervangen door een andere bestuurder.

**Art. 23.** De beraadslagingen van de raad van bestuur worden opgenomen in de notulen die worden opgemaakt op genummerde bladen die aan het einde van elk jaar worden ingebonden. Elk blad wordt door de Voorzitter en de Secretaris van de vergadering ondertekend. De notulen worden bewaard op de zetel van de Beurs van Brussel.

**Art. 24.** Le conseil d'administration possède les pouvoirs les plus étendus pour effectuer tout ce qui pourrait contribuer à la réalisation de l'objet de la société et que les lois ou les statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale ou au comité de direction.

Le conseil d'administration exerce en particulier les missions qui lui sont attribuées par l'article 14 de la loi du 6 avril 1995 et ses arrêtés d'exécution.

Dans les limites des pouvoirs et des missions qui lui sont conférés :

- il représente la Bourse de Bruxelles dans tous les actes engageant celle-ci;
- il représente la Bourse de Bruxelles en justice et dans les procédures arbitrales, tant en demandant qu'en défendant, poursuites et diligences du Président et d'un membre du Bureau;
- il peut consentir des délégations spéciales de pouvoir à toute personne qu'il choisit soit en son sein soit en dehors de celui-ci. Il détermine les titres éventuellement attachés à ces délégations ainsi que les émoluments qui y correspondent et qui sont portés en frais généraux. Il peut à tout moment révoquer ces délégations.

#### TITRE V. — Comité de direction

**Art. 25.** Il est institué, conformément à l'article 15 de la loi du 6 avril 1995, un comité de direction composé d'au moins trois membres.

Sauf en ce qui concerne les missions visées à l'alinéa 4, il a pour mission générale d'assurer l'ensemble de la gestion de la Bourse de Bruxelles, dans les limites des statuts et des délégations consenties par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration assure la surveillance de la gestion exercée par le comité de direction dans le cadre de la politique générale et du budget.

En outre, le comité de direction agit en qualité d'autorité de marché autonome pour l'exécution des missions visées au Livre Ier, Titre Ier, chapitre II, section IV de la loi du 6 avril 1995, et des autres missions qui lui sont attribuées en cette qualité, par ou en vertu de la loi du 6 avril 1995 ou de ses arrêtés d'exécution.

Le comité de direction se réunit sur convocation de son Président. Celui-ci doit le convoquer à la demande d'un de ses membres ou chaque fois que l'intérêt social l'exige.

Le comité de direction forme un collège. Il ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents, hormis pour les matières pour lesquelles il agit en qualité d'autorité de marché et pour lesquelles des règles sont prévues dans le règlement de la Bourse et dans son règlement d'ordre intérieur. Il n'est pas tenu compte des abstentions pour le calcul de ces majorités.

En cas de parité de voix, la voix du Président du comité de direction est prépondérante.

Le Commissaire du Gouvernement peut assister à ces réunions, avec voix consultative, sauf s'il s'agit de matières relatives à ses compétences d'autorité de marché.

Les délibérations du comité de direction sont constatées par des procès-verbaux dressés sur des feuilles numérotées et reliées à la fin de chaque année. Chaque feuille est signée par les membres présents du comité de direction. Les procès-verbaux sont conservés au siège de la Bourse de Bruxelles.

La société est valablement représentée en ce qui concerne les missions du comité de direction, par deux membres du comité de direction.

Sauf en matière disciplinaire, le comité de direction peut déléguer certains de ses pouvoirs à ses membres ou à des membres de la Direction.

Il représente la Bourse de Bruxelles pour les missions susmentionnées, en justice et dans les procédures arbitrales, tant en demandant qu'en défendant, poursuites et diligences du Président et d'un membre du comité de direction.

Au cas où un membre du comité de direction a, pour une décision qui doit être soumise au comité de direction, un intérêt opposé à celui de la Société, il devra l'en informer et faire constater ses déclarations dans les procès-verbaux de la séance.

**Art. 24.** De raad van bestuur beschikt over de meeste uitgebreide bevoegdheden om alle mogelijke daden te stellen die bijdragen tot de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel en die de wetten of de statuten niet uitdrukkelijk aan de algemene vergadering of het directiecomité voorbehouden.

Inzonderheid oefent de raad van bestuur de in artikel 14 van de wet van 6 april 1995 en in haar uitvoeringsbesluiten bedoelde opdrachten uit.

Binnen de beperkingen van de bevoegdheden en de opdrachten die hem zijn toevertrouwd :

- vertegenwoordigt hij de Beurs van Brussel in alle daden die deze verbinden;
- vertegenwoordigt hij de Beurs van Brussel in rechte en in scheidsrechterlijke procedures, als eiser en als verweerder, vervolging en benaerstiging van de Voorzitter en van een lid van het Bureau;
- kan hij bijzondere bevoegdheden delegeren aan iedere persoon die hij in zijn midden of daarbuiten kiest. Hij bepaalt de eventuele titels die met die delegaties gepaard gaan en ook de daaraan verbonden vergoedingen die onder de algemene kosten worden geboekt. Hij kan op elk ogenblik aan die delegaties een einde maken.

#### TITEL V. — Directiecomité

**Art. 25.** Er wordt een directiecomité opgericht overeenkomstig artikel 15 van de wet van 6 april 1995 dat bestaat uit ten minste drie leden.

Behoudens voor de opdrachten voorzien in lid 4 bestaat zijn algemene opdracht erin in te staan voor het algemeen bestuur van de Beurs van Brussel, binnen het kader van de statuten en van de door de raad van bestuur erkende delegaties.

De raad van bestuur oefent het toezicht uit op dat algemeen bestuur van het directiecomité in het kader van het algemeen beleid en het budget.

Benevens hiervan treedt het directiecomité op als autonome marktautoriteit voor de uitvoering van de in Boek I, Titel I, hoofdstuk II, afdeling IV van de wet van 6 april 1995 bedoelde opdrachten en van de andere opdrachten die dat comité door of krachtens deze wet van 6 april 1995 of haar uitvoeringsbesluiten zijn toegewezen.

Het directiecomité vergadert op uitnodiging van zijn Voorzitter. Deze dient het comité samen te roepen op vraag van één van zijn leden of telkens wanneer het belang van de vennootschap het vereist.

Het directiecomité vormt een college. Het kan slechts beraadslagen indien de meerderheid van zijn leden aanwezig is.

Het neemt zijn beslissingen bij eenvoudige meerderheid van de op de vergadering aanwezige leden, behoudens voor de materies waarin hij optreedt als marktautoriteit en waarvoor een regeling is voorzien in het beurs- en het huishoudelijk reglement. De onthoudingen worden voor de berekening van deze meerderheden niet meegerekend.

Bij staking van stemmen is de stem van de Voorzitter van het directiecomité doorslaggevend.

De Regeringscommissaris mag deze vergaderingen bijwonen met raadgevende stem, behalve wanneer het aangelegenheden betreft die behoren tot zijn bevoegdheden als marktautoriteit.

De beraadslagingen van het directiecomité worden opgenomen in de notulen die worden opgemaakt op genummerde bladen, die aan het einde van elk jaar worden ingebonden. Elk blad wordt door alle aanwezige leden van het directiecomité ondertekend. De notulen worden bewaard op de zetel van de Beurs van Brussel.

De vennootschap wordt voor wat de aan het directiecomité toegevoegde bevoegdheden betreft, geldig vertegenwoordigd door twee leden van het directiecomité.

Uitgezonderd tuchtzaken kan het directiecomité bepaalde bevoegdheden afvaardigen aan zijn leden of aan directieleden.

Hij vertegenwoordigt de Beurs van Brussel voor bovengenoemde opdrachten, in rechte en in scheidsrechterlijke procedures, als eiser en als verweerder, vervolging en benaerstiging van de Voorzitter en van een lid van het directiecomité.

Wanneer een lid van het directiecomité voor een beslissing die moet voorgelegd worden aan het directiecomité tegenstrijdige belangen heeft met deze van de vennootschap, is hij verplicht het directiecomité daarvan op de hoogte te brengen en zijn verklaring te doen vaststellen in de notulen van de vergadering.

## TITRE VI. — Contrôle

**Art. 26.** Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard des statuts et des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, des opérations à constater dans les comptes annuels, est confié à un ou plusieurs commissaires-réviseurs, nommés pour un terme de trois ans, par l'assemblée générale des associés et toujours révocables par elle.

## TITRE VII. — Assemblée générale

**Art. 27.** L'assemblée générale, régulièrement convoquée, représente l'universalité des associés. Elle a les pouvoirs déterminés par les lois et par les présents statuts.

Ses décisions sont obligatoires pour tous les associés.

**Art. 28.** L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Il est tenu de le faire lorsqu'un cinquième des associés le demandent.

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont adressées par lettre missive aux associés, quatorze jours au moins avant la réunion, sans qu'il doive être justifié de cette formalité.

Il est tenu chaque année une assemblée générale ordinaire le troisième mardi du mois de mars à 15 heures. Si ce jour est férié, l'assemblée se tient le jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale se réunit au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation.

**Art. 29.** L'assemblée générale annuelle entend les rapports du conseil d'administration, du comité de direction ainsi que des commissaires-réviseurs et approuve le bilan. Elle statue sur la décharge à donner aux administrateurs et aux commissaires-réviseurs par un vote spécial. Elle procède, s'il y a lieu, à l'élection des administrateurs conformément aux articles 16 et 17 et à la nomination des commissaires-réviseurs.

**Art. 30.** Pour être admis à l'assemblée générale, les associés doivent, au moins trois jours avant celle-ci, manifester par écrit leur intention d'y assister. Les dimanches et jours fériés sont compris dans ces trois jours mais non le jour de la réunion.

Les associés peuvent se faire représenter à l'assemblée générale par un membre de leur conseil d'administration ou de leur direction.

Chaque associé peut mandater un autre associé pour le représenter. Nul ne peut être porteur de plus de deux procurations.

Le conseil d'administration peut définir la forme des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au siège social dans le délai fixé à l'alinéa 1er.

Le Bureau détermine quelles personnes, en dehors des associés et de leurs mandataires, peuvent assister à l'assemblée générale.

**Art. 31.** Avant l'ouverture de la séance, les personnes qui y assistent signent le registre des présences sur lequel figurent les noms des associés présents ou représentés, ainsi que le nombre de leurs parts sociales.

**Art. 32.** L'assemblée générale est présidée par le Président du conseil d'administration ou, en cas d'empêchement, par le Vice-Président ou par un membre désigné par le conseil d'administration.

Le Président désigne un Secrétaire qui ne doit pas être un associé et l'assemblée désigne deux scrutateurs parmi les associés présents. Ensemble, ils forment le Bureau de l'assemblée générale.

L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les questions figurant à son ordre du jour, lors même qu'il s'agirait de la révocation d'un membre du conseil d'administration ou d'un commissaire-réviseur. Toutefois, une assemblée générale peut, si elle regroupe tous les associés, décider à l'unanimité de délibérer sur d'autres points que ceux figurant à l'ordre du jour de la réunion.

Le conseil d'administration peut, séance tenante, proroger toute assemblée générale, quel qu'en soit l'ordre du jour, à trois semaines. La prorogation annule toute décision prise. La nouvelle assemblée générale doit être convoquée conformément aux présents statuts, avec un ordre du jour comprenant les mêmes points que ceux figurant à l'ordre du jour de l'assemblée prorogée.

## TITEL VI. — Toezicht

**Art. 26.** De controle op de financiële toestand, de jaarrekening en de regelmatigheid, ten aanzien van de statuten en de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, van de verrichtingen die in de jaarrekening moeten worden geboekt, wordt aan één of meer commissarissen-revisoren toevertrouwd, die voor een periode van drie jaar worden benoemd door de algemene vergadering van de vennoten, die ze ook op elk ogenblik kan afzetten.

## TITEL VII. — Algemene vergadering

**Art. 27.** De regelmatig bijeengeroepen algemene vergadering vertegenwoordigt alle vennoten. Zij beschikt over de in de wetten en in deze huidige statuten bepaalde bevoegdheid.

Zijn besluiten zijn bindend voor alle vennoten.

**Art. 28.** De algemene vergadering wordt bijeengeroepen door de raad van bestuur. Hij wordt geacht dit te doen telkens wanneer een vijfde van de vennoten hierom verzoekt.

De oproepingen tot elke algemene vergadering vermelden de agenda en worden, ten minste veertien dagen vóór de vergadering, bij gewone brief gestuurd aan de vennoten. Van deze formaliteit moet geen bewijs worden voorgelegd.

Elk jaar wordt er een gewone algemene vergadering gehouden op de derde dinsdag van de maand maart, om 15 uur. Indien die dag op een feestdag valt, wordt de algemene vergadering op de eerstvolgende werkdag gehouden.

De algemene vergadering vindt plaats op de maatschappelijke zetel of op gelijk welke andere plaats die in de oproeping wordt vermeld.

**Art. 29.** De jaarlijkse algemene vergadering hoort de verslagen van de raad van bestuur, van het directiecomité alsmede van de commissarissen-revisoren, en keurt de balans goed. Zij spreekt zich in een afzonderlijke stemming uit over de kwijting aan de bestuurders en aan de commissarissen-revisoren. In voorkomend geval gaat zij over tot de verkiezing van de bestuurders, overeenkomstig de artikelen 16 en 17, en tot de benoeming van de commissarissen-revisoren.

**Art. 30.** Om tot de algemene vergadering te worden toegelaten, moeten de vennoten ten minste drie dagen vóór de vergadering schriftelijk hun voornemen te kennen geven deze bij te wonen. In deze drie dagen zijn de zon- en feestdagen inbegrepen, doch niet de dag waarop de vergadering plaatsheeft.

De vennoten kunnen zich op de algemene vergadering laten vertegenwoordigen door een lid van hun raad van bestuur of één van hun directieleden.

Elk vennoot kan een andere vennoot machtigen om hem te vertegenwoordigen. Niemand mag houder zijn van meer dan twee volmachten.

De raad van bestuur mag de vorm van de volmachten bepalen en eisen dat deze worden neergelegd op de maatschappelijke zetel binnen de termijn bepaald in het eerste lid.

Het Bureau bepaalt welke personen buiten de vennoten en hun gemachtigden de algemene vergadering mogen bijwonen.

**Art. 31.** Vóór de opening van de vergadering tekenen de aanwezigen de aanwezigheidslijst, waarop de naam van de aanwezige of vertegenwoordigde vennoten alsook het aantal van hun aandelen worden vermeld.

**Art. 32.** De algemene vergadering wordt voorgezeten door de Voorzitter van de raad van bestuur of, bij ontstentenis, door de Ondervoorzitter of door een lid dat door de raad van bestuur wordt aangewezen.

De Voorzitter stelt een Secretaris aan, die geen vennoot hoeft te zijn, en de vergadering wijst onder de aanwezige vennoten twee stemopnemers aan. Samen vormen zij het Bureau van de algemene vergadering.

De algemene vergadering kan alleen beraadslagen over de punten die op haar agenda zijn vermeld, ook al zou het de afzetting van een lid van de raad van bestuur of van een commissaris-revisor betreffen. Een algemene vergadering kan evenwel, indien alle vennoten aanwezig zijn, eenparig beslissen te beraadslagen over andere punten dan deze die op de agenda van de vergadering staan.

De raad van bestuur kan, staande de vergadering, elke algemene vergadering met drie weken verdagen, ongeacht de agenda ervan. Een verdaging heeft de vernietiging van al de genomen besluiten tot gevolg. De nieuwe algemene vergadering moet volgens de huidige statuten worden opgeroepen, met een agenda die dezelfde punten vermeldt als de agenda van de verdaagde vergadering.



**Art. 33.** L'assemblée générale délibère valablement sur toute question mise à l'ordre du jour quel que soit le nombre d'associés présents.

L'assemblée générale statue à la majorité simple des votes valablement émis, à moins que les présents statuts ou les lois coordonnées sur les sociétés commerciales ne prévoient une majorité différente.

Chaque part sociale souscrite en application de l'article 10 donne droit à une voix, sauf en ce qui concerne l'élection des administrateurs organisée à l'article 17, second alinéa.

Les associés-non membres ne prennent part ni à l'élection des administrateurs, ni à la nomination des commissaires-réviseurs.

Aucun associé ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix excédant 10 % des droits de vote attachés à l'ensemble des parts sociales présentes ou représentées.

Si plusieurs associés constituent des entreprises liées au sens de la loi sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et de ses arrêtés d'exécution, la puissance votale cumulée de ces associés, en ce compris les éventuelles procurations, est limitée à 10 % des droits de vote afférents à l'ensemble des parts sociales présentes ou représentées.

**Art. 34.** Il est établi un procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale. Celui-ci est signé par les membres du Bureau et par les associés qui le demandent. Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le Président.

#### TITRE VIII. — Inventaire, bilan répartition des bénéfices, cotisations

**Art. 35.** L'année sociale commence le premier janvier et se clôture le trente et un décembre.

Chaque année à la fin de l'exercice, le conseil d'administration dresse l'inventaire et établit les comptes annuels.

Les comptes sont établis conformément à la loi sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution.

Les comptes annuels ainsi que le rapport de gestion du conseil d'administration sur les opérations de la Bourse de Bruxelles sont soumis aux commissaires-réviseurs un mois avant l'assemblée générale annuelle des associés.

Les comptes annuels, le rapport de gestion du conseil d'administration et le rapport des commissaires-réviseurs sont adressés, sous pli ordinaire, aux associés en même temps que la convocation à l'assemblée générale.

**Art. 36.** Les résultats de la société sont déterminés conformément à la loi sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution.

Il est fait, sur le bénéfice net, un prélèvement de 5 % pour former la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint le dixième du capital social.

L'assemblée générale décide de l'affectation du solde du bénéfice net.

**Art. 37.** Les associés-membres contribuent annuellement aux frais de fonctionnement de la Bourse de Bruxelles par une cotisation dont le montant et les modalités de paiement sont fixés par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut également fixer le montant des contributions exceptionnelles. Il en précise les conditions de répartition.

#### TITRE IX. — Dispositions transitoires

**Art. 38. § 1er.** Les entreprises et les établissements qui remplissent les conditions suivantes peuvent participer à la première assemblée générale qui suit l'entrée en vigueur du présent article en qualité d'associé de la Société de la Bourse de Valeurs mobilières de Bruxelles :

1° être :

- associé de la Société de la Bourse de Valeurs mobilières de Bruxelles à la date d'entrée en vigueur du présent article;
- un établissement de crédit établi en Belgique;
- une société de gestion de fortune inscrite sur la liste visée à l'article 161 de la loi du 4 décembre 1990;

2° s'engager à respecter les statuts, le règlement de la bourse, le règlement de marché et les décisions prises en exécution de ceux-ci par le conseil d'administration et le comité de direction;

**Art. 33.** Ongeacht het aantal aanwezige vennoten beraadslaagt de algemene vergadering rechtsgeldig over elke aangelegenheid ingeschreven op de agenda.

De algemene vergadering spreekt zich uit bij eenvoudige meerderheid van de geldig uitgebrachte stemmen, tenzij deze statuten of de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen een andere meerderheid voorschrijven.

Elk aandeel waarop in uitvoering van artikel 10 wordt ingeschreven, geeft recht op een stem, uitgezonderd voor de verkiezing van de bestuurders zoals bepaald in artikel 17, lid 2.

De vennoten niet-leden nemen geen deel aan de verkiezing van de bestuurders, noch aan de benoeming van de commissarissen-revisoren.

Geen enkele vennoot mag aan de stemming deelnemen voor een aantal stemmen dat meer vertegenwoordigt dan 10 procent van de stemrechten die aan het totaal van de aanwezige of vertegenwoordigde aandelen verbonden zijn.

Indien verscheidene vennoten verbonden ondernemingen zijn in de zin van de wet op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en hun uitvoeringsbesluiten, wordt het samengesteld stemgewicht van deze vennoten, met inbegrip van de eventuele volmachten, beperkt tot 10 procent van de stemrechten die aan het totaal van de aanwezige of vertegenwoordigde aandelen verbonden zijn.

**Art. 34.** Van de beraadslagen van de algemene vergadering worden notulen opgesteld. De notulen worden ondertekend door de leden van het Bureau en door de vennoten die daarom verzoeken. Afschriften of uittreksels die moeten worden voorgelegd in rechte of elders, worden door de Voorzitter ondertekend.

#### TITEL VIII. — Jaarrekening, inventaris, balans, winstverdeling, bijdragen

**Art. 35.** Het maatschappelijk jaar begint op één januari en eindigt op eenendertig december.

Jaarlijks maakt op het einde van het boekjaar de raad van bestuur de inventaris en de jaarrekening op.

De rekeningen worden opgesteld overeenkomstig de wet op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen en haar uitvoeringsbesluiten.

De jaarrekening en ook het beheersverslag van de raad van bestuur over de verrichtingen van de Beurs van Brussel worden één maand vóór de jaarlijkse algemene vergadering der vennoten aan de commissarissen-revisoren voorgelegd.

De jaarrekening, het beheersverslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissarissen-revisoren worden onder gewone omslag aan de leden toegestuurd, samen met de oproeping tot de algemene vergadering.

**Art. 36.** De resultaten van de vennootschap worden vastgesteld overeenkomstig de wet op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen en haar uitvoeringsbesluiten.

Op de nettowinst wordt vijf procent ingehouden voor de wettelijke reserve; deze inhouding is niet langer verplicht wanneer het reservefonds een tiende van het maatschappelijk kapitaal bedraagt.

De algemene vergadering beslist over de besteding van het saldo van de nettowinst.

**Art. 37.** De vennoten-leden dragen jaarlijks bij in de werkingskosten van de Beurs van Brussel door middel van een bijdrage waarvan het bedrag en de betalingsmodaliteiten worden vastgesteld door de raad van bestuur.

De raad van bestuur kan tevens het bedrag bepalen voor uitzonderlijke bijdragen. Hij bepaalt hiervoor de verdelingsvoorwaarden.

#### TITEL IX. — Overgangsbepalingen

**Art. 38. § 1.** De ondernemingen en de instellingen die voldoen aan de volgende voorwaarden mogen deelnemen aan de eerste algemene vergadering die volgt op de inwerkingtreding van dit artikel, in de hoedanigheid van vennoot van de Effectenbeursvennootschap van Brussel :

1°

- vennoot van de Effectenbeursvennootschap van Brussel zijn op datum van de inwerkingtreding van dit artikel;
- een in België gevestigde kredietinstelling zijn;
- een vennootschap voor vermogenbeheer zijn, ingeschreven op de lijst bedoeld in artikel 161 van de wet van 4 december 1990;

2° zich verbinden de statuten, het beursreglement, het marktreglement en de beslissingen in uitvoering hiervan genomen door de raad van bestuur en het directiecomité, na te leven;

3° souscrire le nombre de parts mentionné à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, à la valeur comptable au 30 juin 1995, déduction faite des réserves indisponibles et de la réserve légale; si ces souscriptions ne permettent pas de souscrire la part fixe du capital social, les sociétés de bourse doivent, en outre, souscrire le solde en fonction de leur participation aux frais de fonctionnement. En outre, les établissements de crédits et les sociétés de gestion de fortune visés aux 1° peuvent souscrire des parts supplémentaires. Par dérogation à l'article 6, les parts souscrites ne doivent être libérées qu'à la date fixée par le conseil d'administration;

4° les établissements de crédit et les sociétés de gestion de fortune doivent s'engager inconditionnellement à demander leur admission comme membre d'un ou de plusieurs marchés de la Bourse de Bruxelles;

5° les sociétés de gestion de fortune doivent s'engager à introduire auprès de la Commission bancaire et financière une demande en vue de pouvoir recevoir, transmettre et exécuter des ordres pour le compte de tiers.

§ 2. Par dérogation à l'article 33, alinéa 4, les établissements de crédit et les sociétés de gestion de fortune, sans être membre d'un marché, peuvent prendre part à l'élection des administrateurs lors de la première assemblée générale.

§ 3. Par dérogation à l'article 12, le montant de l'emprunt subordonné doit être souscrit à une date à fixer par le conseil d'administration.

§ 4. Par dérogation à l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, les candidats à l'élection des administrateurs lors de la première assemblée générale doivent en aviser le Président de la Commission de la Bourse visée par l'arrêté royal du 6 mars 1991, cinq jours au moins avant la date de l'assemblée.

§ 5. Le Président de la Commission de la Bourse visée par l'arrêté royal du 6 mars 1991, informe les entreprises et les établissements visés au § 1<sup>er</sup> des conditions dans lesquelles ils peuvent participer à la première assemblée générale en qualité d'associé. Il détermine la part à souscrire additionnellement par les sociétés de bourse en fonction de leur participation aux frais de fonctionnement dans l'hypothèse visée au § 1<sup>er</sup>, 3°. Il convoque les entreprises et les établissements qui se sont conformés aux conditions prévues pour pouvoir participer à la première assemblée générale et leur adresse l'ordre de jour par lettre missive cinq jours au moins avant la réunion. Il préside la première assemblée générale.

§ 6. Par dérogation à l'article 28, alinéa 2, la convocation pour la première assemblée est adressée par lettre missive aux membres-associés cinq jours avant la réunion sans qu'il doive être justifié de cette formalité.

**Art. 39. § 1<sup>er</sup>.** Le remboursement des parts souscrites par les sociétés de bourse en vertu de l'arrêté royal du 6 mars 1991 s'effectuera à la valeur comptable au 30 juin 1995, déduction faite des réserves indisponibles et de la réserve légale. Ce remboursement interviendra à la date fixée par le conseil d'administration.

§ 2. Les comptes annuels ainsi que le rapport de gestion du conseil d'administration concernant l'exercice social 1995 sont établis par le conseil d'administration élu sur la base des présents statuts et soumis aux associés admis à l'assemblée générale sur la base de ces mêmes statuts. L'assemblée générale formée par ces associés statue sur la décharge à donner aux administrateurs démissionnaires au 31 décembre 1995.

#### TITRE X. — Dispositions finales

**Art. 40.** L'arrêté royal du 6 mars 1991 fixant les statuts de la Société de Bourse de Valeurs mobilières de Bruxelles est abrogé.

**Art. 41.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 42.** Le Vice-Premier Ministre, Ministre des Finances et du Commerce extérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 octobre 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre,  
Ministre des Finances et du Commerce extérieur,  
Ph. MAYSTADT

3° inschrijven op het aantal aandelen vermeld in artikel 11, § 1, tegen de boekhoudkundige waarde op 30 juni 1995, met uitsluiting van de wettelijke en de onbeschikbare reserves; indien deze inschrijvingen niet volstaan om het vast gedeelte van het maatschappelijk kapitaal te onderschrijven, moeten de beursvennootschappen, daarenboven, het saldo overeenkomstig hun bijdragen in de werkingskosten onderschrijven. Bovendien kunnen de kredietinstellingen en de vennootschappen voor vermogensbeheer bedoeld in 1° inschrijven op bijkomende aandelen. In afwijking van artikel 6 moeten de onderschreven aandelen volgestort zijn op de datum bepaald door de raad van bestuur;

4° de kredietinstellingen en de vennootschappen voor vermogensbeheer moeten zich onvoorwaardelijk verbinden hun toelating te vragen als lid van één of meer markten van de Beurs van Brussel;

5° de vennootschappen voor vermogensbeheer moeten zich verbinden om een aanvraag bij de Commissie voor het Bank- en Financieuzen in te dienen om orders te kunnen ontvangen, doorgeven en uitvoeren voor rekening van derden.

§ 2. In afwijking van artikel 33, vierde lid, mogen de kredietinstellingen en de vennootschappen voor vermogensbeheer, zonder lid te zijn van een markt, deelnemen aan de verkiezing van de bestuurders vanaf de eerste algemene vergadering.

§ 3. In afwijking van artikel 12 moet het bedrag van de achtergestelde lening ingeschreven zijn op een door de raad van bestuur bepaalde datum.

§ 4. In afwijking van artikel 17, eerste lid, moeten de kandidaten voor de verkiezing tot bestuurder tijdens de eerste algemene vergadering, de Voorzitter van de Beurscommissie voorzien door het koninklijk besluit van 6 maart 1991, op de hoogte stellen ten minste vijf dagen vóór de datum van de vergadering.

§ 5. De Voorzitter van de Beurscommissie voorzien in het koninklijk besluit van 6 maart 1991, licht de ondernemingen en de instellingen voorzien in § 1 in omtrent de voorwaarden waaraan ze moeten voldoen om deel te nemen aan de eerste algemene vergadering in de hoedanigheid van vennoot. Hij bepaalt het aantal aandelen waarop bijkomend dient te worden ingeschreven door de beursvennootschappen overeenkomstig hun bijdrage in de werkingskosten in de hypothese voorzien in § 1, 3°. Hij nodigt de ondernemingen en de instellingen uit die voldoen aan de opgelegde voorwaarden om te kunnen deelnemen aan de eerste algemene vergadering en stuurt hen de agenda bij gewone brief tenminste vijf dagen vóór de vergadering. Hij zit de eerste algemene vergadering voor.

§ 6. In afwijking van artikel 28, tweede lid, wordt de oproeping tot de eerste algemene vergadering vijf dagen vóór de vergadering bij gewone brief gestuurd aan de vennoten-leden. Van deze formaliteit moet geen bewijs worden voorgelegd.

**Art. 39. § 1.** De terugbetaling van de aandelen onderschreven door de beursvennootschappen krachtens het koninklijk besluit van 6 maart 1991 zal geschieden aan de boekhoudkundige waarde op 30 juni 1995, met uitsluiting van de wettelijke en de onbeschikbare reserves. Deze terugbetaling geschiedt op de datum bepaald door de raad van bestuur.

§ 2. De jaarrekeningen alsook het boekhoudkundig verslag van de raad van bestuur betreffende het boekjaar 1995 worden opgesteld door de raad van bestuur verkozen op basis van de huidige statuten en onderworpen aan de vennoten toegelaten tot de algemene vergadering op basis van dezelfde statuten. De algemene vergadering gevormd door deze vennoten spreekt zich uit over de decharge aan de ontslagnemende bestuurders op 31 december 1995.

#### TITEL X. — Slotbepalingen

**Art. 40.** Het koninklijk besluit van 6 maart 1991 tot vaststelling van de statuten van de Effectenbeursvennootschap van Brussel wordt opgeheven.

**Art. 41.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 42.** De Vice-Eerste Minister, Minister van Financiën en van Buitenlandse Handel is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 oktober 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister,  
Minister van Financiën en Buitenlandse Handel,  
Ph. MAYSTADT